



Synthèse du 2^e Congrès interdisciplinaire du Développement durable¹

« Comment accélérer la transition ? »

Après une première édition en 2013, le deuxième Congrès interdisciplinaire du développement durable, co-présidé par Jean-Pascal van Ypersele (UCL) et Marek Hudon (ULB) avec le soutien de la Région wallonne, s'est tenu du 20 au 22 mai 2015. Le fil rouge de ce Congrès était l'accélération de la transition vers un développement durable.

L'évènement avait pour objectif d'encourager les approches scientifiques innovantes, de promouvoir l'inter- et la transdisciplinarité et de faciliter la reconnaissance des scientifiques qui travaillent sur le développement durable. Plus de 600 participants se sont réunis pour cette deuxième édition : scientifiques, pouvoirs publics, acteurs de la société civile et représentants du secteur privé.

1. Sessions plénières

Pendant les sessions plénières, plusieurs orateurs de renommée internationale se sont succédé pour partager leurs visions de la transition et des grands enjeux pour accélérer celle-ci. Une place importante a également été réservée aux témoignages d'acteurs de terrain qui mettent en œuvre des projets dans une perspective de développement durable en Wallonie. Par ailleurs, deux rapports de synthèse ont fait l'objet de présentations, l'un sur l'innovation sociale et l'autre sur la transition social-écologique. Les principaux **constats et enseignements** dégagés lors de ces sessions sont les suivants.

1.1. Interface science-société

- *Une dynamique à encourager, les initiatives à l'interface entre science et société* : les dynamiques créées lors du premier Congrès ont facilité la mise en place d'initiatives reliant acteurs de la recherche et de la société civile pour contribuer à la transition vers un développement durable. Ces projets, souvent ancrés à l'échelle locale, réunissent savoirs académiques et non-académiques pour identifier des solutions concrètes répondant aux problèmes de terrain. Des organisations (ex : Réseau transition, Boutique de sciences) jouent un rôle central d'intermédiaire et de relais pour faciliter ce genre de partenariat, et devraient être soutenues.

¹ Synthèse rédigée par le Département du développement durable du Secrétariat général du Service public de Wallonie et validée par les 2 co-présidents.

- *Questionner et rester vigilant quant au rôle du chercheur dans les interfaces science-société* : l'ouverture aux acteurs de la société civile dans la conception et la réalisation des projets de recherche confronte le chercheur à une interrogation sur son statut au sein de l'université et plus largement de la société, et les limites de son intervention. Les témoignages de chercheurs impliqués dans des projets portés par des acteurs de la société civile ont bien illustré l'ambiguïté de leur position, entre « activistes » du projet en question et observateurs se devant de garder leur analyse critique.

1.2. Intégration des piliers économique, social et environnemental

- *Focaliser davantage l'attention et l'action sur les liens entre enjeux sociaux et environnementaux* : si des progrès ont été faits dans l'analyse et la prise en compte des interactions entre les enjeux économiques et sociaux et plus récemment entre les enjeux économiques et environnementaux (« croissance verte »), c'est moins le cas des interactions entre les piliers social et environnemental du développement qui sont au cœur du rapport Brundtland. Le besoin d'analyser de manière plus approfondie les interdépendances entre inégalités sociales et pressions environnementales, et de mieux les communiquer, a été souligné à plusieurs reprises. D'autres actions concrètes ont aussi été proposées : prendre en compte les risques écologiques dans l'Etat providence pour créer un Etat social-écologique, et susciter des alliances entre les acteurs du Sud qui militent pour une réduction de la pauvreté et ceux du Nord qui militent pour un changement des modes de consommation et de production.
- *Faciliter l'interdisciplinarité au sein des universités* : l'analyse et l'identification de solutions durables aux problèmes complexes de la société actuelle nécessite de renforcer le décloisonnement disciplinaire au sein des universités, et de mettre en place les institutions (au sens large) qui facilitent le croisement et le dialogue entre disciplines pour construire des langages communs. Intensifier la préparation d'articles interdisciplinaires, institutionnaliser ce congrès, donner de la visibilité aux appels à projets qui seront lancés dans le cadre du *Walloon Institute for Sustainable Development* géré par le FNRS sont autant de pistes suggérées. L'interdisciplinarité requiert toutefois que chaque scientifique soit bien ancré dans sa propre discipline, et puisse donc intégrer à la fois des projets mono-disciplinaires et pluridisciplinaires.

1.3. Rôle des pouvoirs publics dans la transition vers un développement durable

- *Le rôle des pouvoirs publics questionné* : la question du rôle des pouvoirs publics face à l'émergence croissante d'initiatives de transition à l'échelle locale a été posée. Si certains, face aux enjeux planétaires, ont insisté sur la nécessité de ne pas attendre le monde politique pour agir, nombreux sont ceux qui ont mis en évidence les risques que comporterait un désinvestissement du politique, en particulier celui d'une transition à plusieurs vitesses, voire dans plusieurs directions. Ainsi, des propositions ont été faites, telles que créer de nouvelles voies de communication pour mieux faire interagir les initiatives locales avec les pouvoirs publics, tout en réinventant les structures démocratiques correspondant aux échelles où ces innovations sont développées, ou encore s'inspirer des dynamiques de transition émanant au niveau local pour mettre en place des projets à d'autres échelons de pouvoir.
- *Un projet mondial exigeant responsabilité et cohérence de l'action publique* : la dimension mondiale intrinsèque au projet de développement durable a été mise en évidence sous différents angles.
 - ✓ L'angle de la responsabilité des pays riches à l'égard des pays pauvres, étant donné les profondes inégalités entre Etats dans la détérioration passée et présente de l'état de l'environnement et dans la manière dont les impacts sont subis (par exemple les effets des changements climatiques), ainsi que l'impact des modes de vie dans le Nord sur les conditions de travail dans le Sud.
 - ✓ L'angle de la cohérence de l'action politique que requiert le développement durable né de la rencontre de deux agendas : le développement socio-économique dans les pays du Sud et la

protection de l'environnement dans les pays du Nord. La cohérence des politiques est en particulier au cœur des négociations en cours sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, mais est aussi à analyser plus largement à l'aune de tous les accords commerciaux passés par l'Union européenne avec l'ensemble de ces partenaires.

Responsabilité et cohérence ont aussi été soulignées comme les facteurs clés de succès des trois grands rendez-vous des négociations internationales de l'année 2015 :

- ✓ la conférence internationale sur le financement du développement en juillet à Addis Abeba qui a traité e.a. des moyens financiers et non financiers au niveau multilatéral pour la mise en œuvre des politiques de développement ;
- ✓ le Sommet des Nations unies à New-York en septembre 2015 qui devrait adopter un agenda post 2015 en matière de développement incluant notamment une liste de 17 objectifs universels de développement durable à l'horizon 2030 ;
- ✓ la 21^{ème} Conférence des Parties de la Convention cadre de l'ONU sur les changements climatiques en décembre à Paris où des engagements politiques forts sont attendus en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre les effets dus aux changements climatiques.

1.4. Quelle transition pour nos sociétés ?

- *Dépasser la « pilot-case mentality »* : une multitude d'initiatives de transition se développent à géométrie variable (d'un système de monnaie locale au projet de « ville en transition », en passant par des coopératives d'énergie renouvelable ou des systèmes d'échanges locaux). Ces *community-based* (ou *grassroots*) *social innovations* émergent largement au niveau local et sont davantage caractérisées par la recherche de sens que par la recherche de profit. Comment s'inspirer et construire avec ces initiatives « de niche » pour accélérer la transition et la mettre en œuvre à grande échelle ? La question reste très largement ouverte, mais des pistes comme la création de voies de communication plus systématiques entre activités locales et monde politique et le soutien aux organisations mettant en réseau ces initiatives ont été proposées.
- *Intégrer la question des motivations personnelles aux intérêts collectifs de la transition* : la confiance dans la capacité à contribuer au changement, la quête de sens, et de motivations pour s'engager dans des actions contribuant à la transition vers un développement durable, et même la place de l'intériorité – voire du cœur –, ont été reconnus comme déterminants dans ce processus. Ils sont de puissants moteurs qui peuvent rassembler les acteurs autour d'un projet de société. Et force est de constater qu'un nombre croissant de citoyens, et de jeunes, sont à la recherche de sens.
- *Construire un narratif de la transition* : s'engager dans une transition vers un développement durable ne peut se faire sans réelle vision, et donc sans narratif, de la transition. Replacer l'humain au centre de ce narratif, réorienter le discours de « sauver la planète » vers celui de « préserver les humains », en valorisant la diversité et en mettant l'accent sur la justice sociale, font partie des pistes proposées pendant le Congrès pour développer un récit commun qui parle tant aux pays du Nord qu'aux pays du Sud. L'adoption probable d'un agenda universel au niveau des Nations unies contenant 17 objectifs de développement durable devrait contribuer à la création de ce narratif.

2. Sessions parallèles

Les sessions parallèles se sont articulées autour de huit thématiques liées à la transition vers un développement durable. Chacune des 60 contributions sélectionnées par le Comité scientifique était commentée à la fois par un discutant académique et par un discutant non-académique afin de confronter différents points de vue sur la thématique et de multiplier les perspectives.

- **Thématique 1 : Biens communs mondiaux**

Six papiers ont été présentés dans les sessions relatives à cette thématique par les auteurs suivants : David Forcella (Université libre de Bruxelles) et Frédéric Huybrechs (Université d'Anvers) ; Flore Vanackère (Université libre de Bruxelles) ; Corentin Hecquet (Université de Liège) ; Bruno Kestemont (Université libre de Bruxelles – Statistics Belgium) ; Johan Yans (Université de Namur) ; et Patrick Brocorens (Université de Mons).

Les questions abordées furent très diverses, de la gestion forestière à la circulation des semences traditionnelles en passant par la microfinance pour le soutien aux services écosystémiques, la distribution des ressources et de revenus, l'exploitation des ressources non renouvelables et le pic pétrolier. Les présentations ont mis en avant les améliorations apparaissant dans ces domaines de même que les trop nombreux obstacles qui freinent le développement d'initiatives remettant en question des pratiques peu durables.

- **Thématique 2 : Alimentation, agriculture, élevage**

Onze papiers ont été présentés dans les sessions relatives à cette thématique par les auteurs suivants : Tom Dedeurwaerdere, Charlotte De Callatay et Paula Fernandez-Wulff (Université catholique de Louvain) ; Marcelline Bonneau (Resilia Solutions) ; Laurence Holzemer (Université libre de Bruxelles), Pascal Marcq (Université de Liège), Lou Plateau (Université libre de Bruxelles), Sybille Mertens (Université de Liège) et Kevin Marechal (Université libre de Liège) ; Thérèse Lebacqz (Université catholique de Louvain), Philippe Baret (Université catholique de Louvain), Didier Stilmant (Centre wallon de Recherches agronomiques) et Véronique De Herde (Université catholique de Louvain) ; Olivia Ange (Université de Wageningen) ; Julie Hermesse (Université catholique de Louvain) ; Philippe Baret et Julie Van Damme (Université catholique de Louvain) ; David Dupuis (Terre en vue) ; Didier Stilmant, Philippe Baret, Maxime Ninane, Virginie Decruyenaere, Eric Froidmont, José Wavreille et Michaël Mathot (Centre wallon de Recherches agronomiques) ; Antoinette Dumont (Université catholique de Louvain), Pierre Stassart (Université de Liège), Gaëtan Vanloqueren et Philippe Baret (Université catholique de Louvain) ; et Pablo Servigne (Groupe interdisciplinaire FNRS en agroécologie – Fondation Lunt) et Gauthier Chapelle (Groupe interdisciplinaire FNRS en agroécologie – Fondation Lunt - Biomimicry Europa - Greenloop).

Les thèmes traités englobaient les circuits courts et alternatifs de commercialisation, abordés sous plusieurs angles : apprentissage social, pratiques, éléments déclencheurs et facteurs de succès, mais aussi le maintien de cultures traditionnelles à haute valeur patrimoniale, l'accès à la terre et les pratiques agricoles qui s'inscrivent dans une perspective de transition (par exemple les systèmes d'élevage durables et l'agroécologie) et d'adaptation au changement climatique.

- **Thématique 3 : Logement et aménagement du territoire**

Six papiers ont été présentés dans les sessions relatives à cette thématique par les auteurs suivants : Julie Neuwels (Université libre de Bruxelles) ; Sophie Trachte, Arnaud Evrard (Université catholique de Louvain) et Aranzazu Galan Gonzalez (Université libre de Bruxelles) ; Emilie Gobbo (Université catholique de Louvain) ; Thiago Nyssens, Laurence Holzemer, Sandrine Meyer (Université libre de Bruxelles) et Kevin Marechal (Université libre de Bruxelles) ; Marc Mormont et Pierre Stassart (Université de Liège) ; et Thomas Bauwens (Université de Liège - Université d'Oxford).

Les études de cas présentées ont mis en évidence que la thématique de l'aménagement et du bâti implique de s'inscrire dans le long terme et de composer avec les héritages du passé, ce qui en fait un enjeu particulièrement crucial de développement durable. Il a été question de changements de législation (par exemple les normes de bâtiments passifs) et d'adaptation des acteurs du secteur ainsi que de transformations cognitives, en l'occurrence de nouvelles façons de concevoir le bâtiment, le quartier et la ville et leur rénovation. D'autres questions ont également été traitées, à savoir celles de la transition énergétique (dans sa

dimension sociale relative notamment à la précarité énergétique) et de l'acceptabilité sociale des projets éoliens.

- **Thématique 4 : Economie sociale et transition vers le développement durable**

Sept papiers ont fait l'objet des sessions relatives à cette thématique par les auteurs suivants : Benjamin Huybrechts (Université de Liège) et Thomas Bauwens (Université de Liège - Université d'Oxford); Anaïs Périlleux (Université libre de Bruxelles - Université catholique de Louvain), Annabel Vanroose (Vrije Universiteit Brussel – Université libre de Bruxelles) et Bert D'espallier (Université libre de Bruxelles – Hogeschool Brussel); Anaïs Périlleux (Université libre de Bruxelles - Université catholique de Louvain) et Marthe Nyssens (Université catholique de Louvain); Marc Lemaire (Ecores – Group One – Inter-environnement Wallonie) et Régis Defurnaux (Université de Namur – Université de Laval); Camille Meyer (Université libre de Bruxelles); Bonno Pel et Tom Bauler (Université libre de Bruxelles); et Anne Snick (Club de Rome – Universiteit voor het Algemeen Belang).

Les coopératives d'énergie renouvelable et financières ont été discutées lors des différentes présentations, de même que les innovations sociales et leur potentiel de transformation des sociétés dans une perspective de développement durable. Plus spécifiquement, la nature et la croissance de ces initiatives ont retenu l'attention des chercheurs, ainsi que leurs relations avec des organisations plus « *mainstream* » du régime dominant (synergies *versus* compétition, récupération de la part des acteurs du régime).

- **Thématique 5 : Modèles de transition**

Huit papiers ont été présentés dans les sessions relatives à cette thématique par les auteurs suivants : René Audet (Université du Québec à Montréal); Laurent de Briey (Université de Namur – Université catholique de Louvain); Géraldine Thiry (Université catholique de Louvain) et Philippe Roman (Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines); Clara Breteau (Université de Leeds); Isabelle Cassiers (Université catholique de Louvain); Jerome Meessen, Claude Croizier et Paul Verlé (Coopération Technique Belge); Thierry Amougou (Université catholique de Louvain); et Renaud Metereau.

Dans ces sessions, différents modèles de transition et critiques du capitalisme, illustrés selon les présentations dans différents pays et régions (Afrique sub-saharienne, Viet Nam, Nicaragua, Québec) ont été présentés. La question des indicateurs complémentaires au PIB a également été discutée.

- **Thématique 6 : Le rôle des pouvoirs publics dans la transition**

Neuf papiers ont été présentés dans les sessions relatives à cette thématique par les auteurs suivants : Marian Deblonde (Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek); Françoise Bonnet et Jean-Pierre Hannequart (Association des Villes et Régions pour le recyclage et la gestion durable des ressources); Vincent van Steenberghe et Samuel Buys (Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement); Bernard Lietaer (Université de Berkeley); Stephan Kampelmann (Université libre de Bruxelles), Cédric Chevalier (Bruxelles Environnement), Marion Courtois (Bruxelles Environnement) et Mathieu van Vyve (Université catholique de Louvain); Valérie Dupont (Université catholique de Louvain); Jessica Thomas (Institut national de la recherche agronomique); Marie Bourgeois, Julien Piérart et Françoise Warrant (Service Public de Wallonie, Département du Développement durable); et Hadelin de Beer (Université catholique de Louvain).

Les communications se sont penchées sur des sujets aussi variés que le rôle des pouvoirs nationaux, régionaux et locaux dans la gouvernance de la transition vers un développement durable, les monnaies complémentaires, les mécanismes de compensation de biodiversité, la recherche et l'innovation et l'enseignement. Parmi les divers apports de ces présentations, les approches participatives et transdisciplinaires ainsi que le rôle de soutien et de facilitateur des pouvoirs publics dans la mise en œuvre d'initiatives de développement durable ont été soulignés comme des facteurs de succès de la transition.

- **Thématique 7 : Les autres acteurs dans la transition**

Trois papiers ont été présentés dans les sessions relatives à cette thématique par les auteurs suivants : François Mélard et Pierre Stassart (Université de Liège); Josué Dusoulier (Réseau Transition); et Pascal Marcq (Université de Liège), Christian Jonet (Ceinture aliment-terre liégeoise – Barricade), Etienne Verhaegen (Université catholique de Louvain), Marlene Feyereisen (Université de Liège), Sybille Mertens (Université de Liège) et Pierre Stassart (Université de Liège).

Les présentations ont traité de l'appropriation de la transition par les citoyens à travers des initiatives multidimensionnelles (mouvement des initiatives en transition) ou plus spécifiquement dans le domaine de l'énergie (coopératives éoliennes) ou de l'alimentation (Ceinture aliment-terre liégeoise).

- **Thématique 8 : Courant de recherche sur la recherche transdisciplinaire**

Huit papiers ont été présentés dans les sessions relatives à cette thématique par les auteurs suivants : Catherine André (Université de Bordeaux), Elisabeth Hofmann (Université de Bordeaux), Ian Segers (Université de Québec à Chicoutimi) et David Tremblay (Université de Québec à Chicoutimi); Fanny Boeraeve (Université de Liège), Nicolas Dendoncker (Université de Namur) et Marc Dufrêne (Université de Liège); Isabelle Vranken, Line Louah, Katrien Quisthoudt, Alvina Lèche, Charles De Cannière, Nicolas Verreecken, Noémie Maughan, Marjolein Visser (Université libre de Bruxelles) et Marie André (Université de Liège); Nicolas Dendoncker (Université de Namur); Diane Kappgen et Laurence Roudart (Université libre de Bruxelles); Paul-Marie Boulanger (Institut pour un développement durable), Thierry Bréchet (Université catholique de Louvain), Jean-Luc Guyot (Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique), Alain Henry (Bureau fédéral du Plan), Yves Marenne (Institut de Conseil et d'Etudes en développement durable), François Pichault (Université de Liège), Pierre Vanderstraeten (Université catholique de Louvain) et Pascal Vermeulen (Climact); Alain Peeters (Centre de Recherches RHEA) et Elisabeth Simon (Domaine de Graux); et Ian Segers (Université de Québec à Chicoutimi).

Les papiers ont abordé des questions relatives à la transition énergétique, aux méthodes et processus pour accélérer la transition, aux services écosystémiques et à l'agroécologie. Les communications se sont particulièrement penchées sur les manières de mieux intégrer dans les recherches des savoirs issus de divers acteurs et disciplines.